



Position de l'UEFA sur l'article 165 du
Traité de Lisbonne



Position de l'UEFA sur l'article 165 du Traité de Lisbonne

Le présent document, exprime l'interprétation par l'UEFA de l'article 165 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après 'TFUE'), entré en vigueur le 1^{er} décembre 2009. Il s'inscrit également dans le débat plus large relatif aux modalités d'application du droit de l'Union européenne (ci-après UE) aux activités des fédérations sportives et pose les jalons d'une nouvelle approche, intégrant de façon pratique toutes les composantes de la spécificité du sport.

Le TFUE dote l'UE d'une compétence d'appui dans le domaine du sport ; cela signifie que son action se limitera à coordonner, le cas échéant, les initiatives prises en la matière par les Etats membres au moyen d'actions d'encouragement. L'article 165 exclut en effet expressément toute harmonisation des législations nationales, et ne porte pas préjudice à l'autonomie dont jouissent les fédérations sportives dans l'accomplissement de leur mission. Au contraire, même, puisque le TFUE grave dans le marbre du droit constitutionnel de l'UE **la spécificité du sport**. Cela signifie que si le sport n'est pas au dessus de la loi, il ne peut pas, pour autant, être appréhendé de la même manière qu'une activité économique ordinaire.

Reprenant à son compte l'architecture de l'article 165 du TFUE, l'UEFA entend en approfondir le contenu et formuler des recommandations concrètes qui esquissent sa mise en œuvre, dans le respect des valeurs-clé autour desquelles s'organise le sport en Europe.

Ces valeurs, communes à la plupart des disciplines sportives du continent européen, constituent un véritable modèle, expression de la citoyenneté, de la culture et de la tradition européennes. Le modèle sportif européen repose en effet sur une fédération unique par discipline sportive et se caractérise par une organisation démocratique, territoriale et pyramidale, profondément enracinée dans la mouvance associative et le bénévolat ; des mécanismes de solidarité sportive et financière, tel que le principe de promotion et de relégation ; des compétitions ouvertes où coexistent clubs et équipes nationales, ainsi qu'une relation symbiotique entre le sport d'élite et le sport amateur. Dans ce modèle, l'UEFA ne se contente pas simplement d'administrer sa discipline au niveau européen ; elle promeut plus largement l'intérêt général du football à travers tout le continent.

A condition de faire l'objet d'une application concrète qui concilie harmonieusement la poursuite des objectifs et des idéaux sportifs avec les exigences du droit de l'Union européenne, l'article 165 du TFUE ouvre des perspectives potentiellement riches pour le sport européen.

« L'Union contribue à la promotion des enjeux européens du sport, tout en tenant compte de ses spécificités, de ses structures fondées sur le volontariat ainsi que de sa fonction sociale et éducative.

L'action de l'Union vise (...) à développer la dimension européenne du sport, en promouvant l'équité et l'ouverture des compétitions sportives et la coopération entre les organismes responsables du sport ainsi qu'en protégeant l'intégrité physique et morale des sportifs, notamment des plus jeunes d'entre eux.

L'Union et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière d'éducation et de sport, et en particulier avec le Conseil de l'Europe ».

Article 165 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

1. “Tenir compte des spécificités du sport et des structures du sport fondées sur le volontariat ainsi que de sa fonction sociale et éducative”

1.1. Valoriser les vertus sociales, culturelles et éducatives du sport ainsi que sa fonction de santé publique

Les activités sportives revêtent une importance fondamentale pour les citoyens européens et apportent d'innombrables bénéfices à l'ensemble de la société, grâce aux structures du modèle sportif européen.

Leur pratique est bénéfique pour l'équilibre physique et psychologique des adultes et des enfants. Le football met plus particulièrement en exergue des valeurs pédagogiques et culturelles fondamentales, comme par exemple l'esprit d'équipe, la maîtrise de soi et le respect de l'autre, qui font du sport un facteur de cohésion, d'intégration et de participation à la vie sociale. Ses vertus éducatives en font un outil d'épanouissement non seulement de l'individu mais également du citoyen. La raison d'être statutaire des fédérations sportives est à cet égard fondamentale puisqu'elle consiste à promouvoir la pratique de leurs disciplines et des valeurs qu'elles véhiculent.

(i) L'UEFA invite la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil de l'UE et les États membres à réaffirmer leur attachement au modèle sportif européen, à encourager la pratique du sport et à en promouvoir les vertus sociales et éducatives.

1.2. Clarifier le traitement juridique du sport en droit communautaire

Si les particularismes du sport et de son mode d'organisation ont plusieurs fois été reconnus au niveau européen, aucune solution juridique en phase avec sa spécificité et garante de l'autonomie des fédérations sportives n'a à ce jour été formellement consacrée par les institutions de l'UE. L'absence d'un cadre juridique bien établi est préjudiciable au développement durable du sport, lequel s'accommode mal d'une approche au cas par cas, source d'ambiguïté et d'insécurité juridique.

Plus que jamais, et conformément aux demandes du Parlement européen en ce sens¹, il importe aujourd'hui que soient tracés les contours d'un cadre juridique approprié afin de ne pas porter atteinte aux fonctions sociales, culturelles et éducatives du sport ainsi qu'aux structures qui leur sont sous-jacentes.

(ii) L'UEFA invite la Commission européenne à clarifier l'application de l'acquis communautaire au sport, par le biais par exemple de lignes directrices, en s'appuyant sur le Livre blanc sur le sport², de sorte que le sport ne soit plus assujéti à un flou juridique persistant.

1.3. Préserver la capacité de régulation des fédérations sportives

La spécificité du sport s'entend comme l'ensemble des aspects singuliers et essentiels du sport, qui le distinguent fondamentalement de tout autre secteur d'activités économiques.

Afin, précisément, de tenir compte et de sauvegarder les composantes de la spécificité du sport, les institutions de l'UE doivent traiter les fédérations sportives de façon modulée et avec prudence. Cette précaution se justifie également par les prérogatives particulières dont elles sont investies par la société civile depuis plus d'un siècle : n'incarnant aucun intérêt particulier, les fédérations sont les seules institutions aptes à représenter et défendre, dans un esprit de coopération et de progrès, les intérêts suprêmes de leurs disciplines respectives. L'idée n'est pas de leur faire bénéficier d'une exemption générale, mais de privilégier une approche nuancée qui soit fidèle, en définitive, à la précieuse mission dont les fédérations sportives sont investies

(iii) L'UEFA invite la Commission européenne, le Parlement européen et les Etats membres à reconnaître que les fédérations sportives sont investies d'une mission d'intérêt général justifiant une application du droit de l'UE à leur égard qui soit circonstanciée et respectueuse de leurs prérogatives dans l'édiction des règles et sanctions sportives.

¹ Résolution du Parlement européen du 29 mars 2007 sur l'avenir du football professionnel en Europe (rapport Belet), point 7 ; Résolution du Parlement européen du 8 mai 2008 sur le Livre blanc sur le sport (rapport Mavrommatis), point 4.

² Livre blanc de la Commission européenne sur le sport, COM(2007) 391 final.

1.4. Reconnaître les avantages et l'expertise des juridictions arbitrales sportives

La résolution des litiges sportifs est du ressort de juridictions arbitrales spécialisées, tel que le Tribunal arbitral du sport (TAS). Composées d'experts impartiaux, indépendants et rompus aux joutes du contexte sportif, elles constituent une alternative consensuelle et efficace aux juridictions civiles, coûteuses, peu au fait des singularités techniques du sport et dont la lenteur des procédures s'avère inadaptée au rythme des compétitions sportives.

La promotion de l'arbitrage, sur une base volontaire, comme procédure de règlement des différends dans le sport n'est donc pas une tentative d'exclure la compétence des tribunaux civils. Il s'agit simplement du moyen le plus approprié de trancher des cas d'espèce d'une grande technicité.

(iv) L'UEFA invite la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil de l'UE et les Etats membres à promouvoir le recours aux juridictions sportives spécialisées, telles que le TAS, pour la résolution des litiges dans le domaine du sport.

2. “Promouvoir l'équité et l'ouverture des compétitions sportives”

2.1. Assurer la pérennité du rôle central joué par le principe de promotion et de relégation et le mérite sportif

Gardiennes de leur discipline, les fédérations sportives garantissent des compétitions ouvertes à tous. Pour y parvenir, elles s'appuient sur des principes valorisant le mérite sportif, tel que celui de promotion et de relégation. Grâce à ce mécanisme, toute équipe peut cultiver l'espoir d'évoluer un jour au plus haut niveau sur la base de ses seules performances sportives. La philosophie qui lui est sous-jacente s'oppose aux ligues fermées, où l'envergure financière est le principal facteur de participation. Essentiels à l'équilibre du modèle sportif européen, le principe de promotion et de relégation et le mérite sportif sont en outre nécessaire à une conduite consensuelle, juste et solidaire de compétitions à rebondissements.

(v) L'UEFA invite la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil de l'UE et les Etats membres à réaffirmer leur attachement au principe de promotion et de relégation fondé sur les résultats sportifs.

2.2. Souscrire aux mesures de l'UEFA dites du *Fair-Play Financier*

Le sport européen est en proie à un phénomène d'instabilité financière qui se développe sur fond de pression économique accrue. Dans ce nouveau contexte économique, les systèmes de licences pour les clubs professionnels semblent dorénavant nécessaires à l'ensemble des sports d'équipe et complétés, là où cela s'avère nécessaire, par des mesures visant à améliorer l'équité financière des compétitions. Il est de la responsabilité des fédérations concernées d'encourager les clubs sur la voie d'une culture de planification et d'investissement raisonnable.

Le dispositif de l'UEFA dit du *Fair-Play financier* s'inscrit précisément dans cette optique. Cet ensemble d'exigences – qui entreront en vigueur en 2012-2013 – repose sur le principe en vertu duquel les clubs devraient concourir selon leur capacité financière réelle, c'est-à-dire leur aptitude à satisfaire eux-mêmes, grâce aux revenus qu'ils génèrent par le football, leurs dépenses courantes. Ce faisant, l'UEFA contribue à améliorer l'équité financière dans les compétitions européennes ainsi que la stabilité à long terme et le développement durable du football interclubs.

(vi) L'UEFA invite la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil de l'UE et les Etats membres à se prononcer sans réserve en faveur du *Fair-Play financier*, qui constitue une initiative opportune et légitime d'autoréglementation de la part de l'UEFA.

2.3. Encourager la vente centralisée et territoriale des droits audiovisuels des compétitions sportives

La cession des droits audiovisuels des compétitions est une source de revenus importante pour le sport européen. Elle est, dans la majorité des Etats membres le fait de la fédération ou de la ligue, qui les exploite de façon centralisée afin notamment d'assurer l'indispensable solidarité financière.

En partageant ces recettes entre les équipes qui participent aux compétitions et en en reversant une partie substantielle vers le sport amateur, les organisations concernées sont en mesure de promouvoir l'équité des compétitions, former des arbitres et des éducateurs, lutter contre le dopage, le racisme et la violence, financer des projets sociaux et, plus largement, contribuer au développement durable de leur discipline. Enfin, tout comme leur organisation est profondément enracinée au niveau local, la retransmission des compétitions sportives obéit au principe de territorialité, dans le respect de la diversité culturelle des Etats membres de l'UE.

La pratique décisionnelle de la Commission européenne et le Parlement européen ont reconnu à plusieurs reprises les bienfaits et la légitimité de ce régime³, sans pour autant qu'une protection juridique suffisante ne fût octroyée aux licences territoriales.

(vii) L'UEFA invite la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil de l'UE et les Etats membres à exprimer leur préférence en faveur du système de cession centralisée, exclusive et territoriale des droits audiovisuels des compétitions sportives.

2.4. Protéger le financement durable du sport et l'intégrité des compétitions sportives des menaces résultant de la libéralisation du marché des paris en ligne

³ Décisions de la Commission européenne du 23 juillet 2003, Vente centralisée des droits commerciaux sur la Ligue des Champions de l'UEFA ; du 19 janvier 2005, Vente centralisée des droits médiatiques sur le championnat allemand de football (*Bundesliga*) ; du 22 mars 2006, Vente centralisée des droits médiatiques sur le championnat de football britannique de première division.

L'ouverture à la concurrence du marché des paris en ligne accroît le risque de pratiques illégales, tel que le trucage des matches, en même temps qu'elle menace le financement du sport. Des mécanismes régulateurs adaptés doivent être conçus afin de répondre aux enjeux de cette ouverture.

L'objet du pari étant le résultat d'un investissement intellectuel, financier et humain de l'organisateur de la compétition, ce dernier devrait être en mesure de percevoir une partie des revenus découlant de leur exploitation commerciale par des tierces-parties. Protéger les compétitions sportives contre toute utilisation commerciale non autorisée habiliterait de surcroît leurs organisateurs à déterminer les faits de jeu qui peuvent faire l'objet de paris et réduira en conséquence les risques de fraude et de matches truqués. Une contrepartie financière qui soit affectée aux mesures destinées à protéger l'intégrité et la sincérité des compétitions, d'une part, et ventilée au profit du sport amateur, d'autre part, peut enfin être légitimement exigée des opérateurs de paris en ligne.

(viii) L'UEFA invite la Commission, le Parlement européen, le Conseil de l'UE et les Etats membres à œuvrer en faveur de la reconnaissance généralisée à l'ensemble des Etats membres de l'UE d'un droit pour les fédérations sportives de percevoir une compensation financière de la part des opérateurs de paris en ligne qui exploitent commercialement leurs compétitions, d'une part, et soutenir leurs efforts visant à protéger l'intégrité du sport, d'autre part. La législation récemment entrée en vigueur en France⁴ peut, en la matière, servir d'exemple.

2.5. Valoriser la formation des jeunes talents

2.5.1. Encourager la formation au niveau local

L'avenir du sport européen passe par une politique de formation ambitieuse, inclusive et généralisée à l'ensemble des Etats membres de l'UE. Les fédérations sportives jouent à cet égard un rôle central, puisqu'elles ont pour mission de promouvoir la pratique de la discipline dont elles sont responsables chez les jeunes.

L'investissement réel des clubs dans les activités de formation est loin d'être acquis. De nombreux clubs s'appuient principalement sur le marché des transferts pour construire leurs effectifs, au détriment de l'intégration de joueurs du cru.

Plébiscitée par le Parlement européen⁵ et la Commission européenne⁶, la règle de l'UEFA sur les joueurs formés localement apparaît à cet égard comme un exemple de bonne pratique. Les efforts des fédérations sportives ne doivent cependant pas s'arrêter là mais exigent pour aller plus loin un soutien politique et un ancrage juridique significatifs.

(ix) L'UEFA invite la Commission européenne, le Parlement européen et les Etats membres à appuyer les initiatives des fédérations sportives qui visent à promouvoir la formation des joueurs en reconnaissant leur bien-fondé.

⁴ Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne.

⁵ Résolution du Parlement européen du 29 mars 2007 sur l'avenir du football professionnel en Europe (rapport Belet), point 34 ; Résolution du Parlement européen du 8 mai 2008 sur le Livre blanc sur le sport (rapport Mavrommatis), point 36.

⁶ Comme. CE, communiqué IP/08/807.

2.5.2. Préserver la capacité de formation des clubs européens

Les efforts consentis par les clubs pour former des joueurs ne s'inscriront dans la durée que si ces clubs peuvent valoriser leur travail de formation.

Pour cette raison, les fédérations sportives prévoient dans leur règlement respectif des mécanismes de stabilité contractuelle et des barèmes visant à compenser financièrement, de façon appropriée, le départ des joueurs à l'issue de leur cycle de formation. La légitimité de ce dernier principe a récemment été validée par la Cour de justice de l'Union européenne. A ce titre, l'UEFA accueille l'arrêt *Olivier Bernard*⁷ avec faveur, notamment en ce qu'il reconnaît qu'il est nécessaire de former un certain nombre de joueurs pour que l'un d'entre eux accède au professionnalisme, et attend désormais une prise de position similaire de la part des autres institutions de l'UE.

(x) L'UEFA invite la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil de l'UE et les Etats membres à souligner l'importance des indemnités de formation dans la mesure où elles constituent un mécanisme de protection efficace des centres de formation et un juste retour sur investissement.

3. “Protéger l'intégrité physique et morale des sportifs, notamment des plus jeunes d'entre eux”

3.1. Définir des conditions d'apprentissage favorables à l'épanouissement personnel et professionnel des talents de demain

Les transferts internationaux ne sont pas sans danger pour les athlètes les plus jeunes. Echec sportif, déracinement familial et marginalisation sociale sont quelques uns des dangers auxquels ils s'exposent dans le cas d'un transfert prématuré.

Pareille tendance n'est bénéfique ni pour le sport, ni pour les joueurs eux-mêmes. Les fédérations sportives doivent s'assurer que les plus jeunes athlètes puissent démarrer leur carrière entourés des leurs. L'expérience démontre en effet que le taux de réussite sportive est bien supérieur lorsque le joueur est demeuré dans son milieu familial jusqu'à l'âge adulte.

(xi) L'UEFA invite la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil de l'UE et les Etats membres à souligner la nécessité de limiter les transferts internationaux des mineurs.

⁷ CJUE, 16 mars 2010, *Olympique Lyonnais c/ Olivier Bernard et Newcastle UFC*, aff. C-325/08.

3.2. Une action concertée afin de lutter efficacement contre les dérives liées à l'exercice de la profession d'agent sportif et d'intermédiaire

Un nombre croissant d'intermédiaires interviennent auprès des joueurs et des clubs pour négocier et signer des contrats. La pratique met fréquemment en exergue des dérives qui accompagnent les activités de certains de ces intermédiaires. Aucun joueur n'en est aujourd'hui à l'abri. Dans ces circonstances, il paraît nécessaire d'améliorer les dispositifs réglementaires en vigueur afin de mieux protéger les sportifs, et notamment les plus jeunes d'entre eux.

Si les fédérations sportives demeurent compétentes pour réglementer les conditions d'exercice de l'activité d'agent sportif, dans le respect des législations nationales propres à chaque Etat membre, leur capacité d'agir en matière de sanction est néanmoins limitée. L'efficacité des contrôles et l'application de sanctions ne peut être assurée qu'en vertu d'une action concertée entre les fédérations et les pouvoirs publics dans le but de sanctionner efficacement ceux qui se rendent coupables d'agissements illicites dans leur activité d'intermédiaire.

(xii) L'UEFA invite la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil de l'UE et les Etats membres à soutenir les mesures édictées par les instances dirigeantes du football pour encadrer l'exercice des activités des agents et des intermédiaires.

3.3. Encourager la généralisation du « double-projet »

Eu égard à la brièveté et aux aléas de leur carrière, il est fondamental de préparer les athlètes à leur reconversion professionnelle afin de garantir leur autonomie individuelle et financière à long terme. Le double-projet a précisément pour vocation de leur permettre d'associer, parallèlement à l'apprentissage de leur discipline sportive, un projet scolaire, voire universitaire. Les sportifs sont ainsi en mesure de se reconvertir dans la vie active, qu'ils réussissent ou non à mener durablement une carrière à haut-niveau.

L'UEFA soutient sans réserve une telle initiative dont elle plaide la bonne cause. Mais bien que faisant figure de véritable priorité, le double-projet de formation reste encore mal organisé en Europe.

(xiii) L'UEFA encourage la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil de l'UEFA et les Etats membres de l'UE à soutenir les efforts des fédérations sportives dans la définition des critères de qualité auxquels doivent répondre les structures en charge de la double formation des sportifs.

3.4. Mieux coordonner la lutte contre le dopage

Les pratiques liées au dopage transgressent les valeurs du sport et exposent les sportifs à de graves dangers.

Augmenter le nombre de contrôles, en développer l'efficacité et approfondir le volet préventif de la lutte contre le dopage sont les trois axes sur lesquels l'UEFA a mis l'accent au cours des dernières années. Ces pratiques doivent être complétées par une lutte renforcée et mieux coordonnée, tant au niveau national qu'europpéen.

(xiv) L'UEFA invite la Commission, le Parlement européen, le Conseil de l'UE et les Etats membres à reconnaître la compétence souveraine des fédérations sportives en matière de lutte contre le dopage, à soutenir cette dernière par tous moyens appropriés et à définir des positions communes vis-à-vis du Conseil de l'Europe, de l'UNESCO et de l'AMA.

4. “Favoriser la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes”

4.1. Renforcer la lutte contre la violence dans les stades, les discriminations et le hooliganisme

Des actes de violence et des manifestations discriminatoires sont susceptibles de se développer à l'occasion ou en marge des compétitions sportives. Absolument intolérables du point de vue de la morale et de l'éthique, ces troubles ternissent l'image du sport et détournent les spectateurs des stades.

Les campagnes de sensibilisation des supporters menées par les fédérations sportives ainsi que les sanctions sportives ne permettent pas à elles seules d'endiguer ces comportements inciviques. Dans la mesure où il s'agit d'un problème d'ordre public, les autorités publiques nationales ont complété ces initiatives par des actions de prévention et des mesures coercitives ciblées. Cette tâche est complexe en raison du caractère transfrontalier de certaines rencontres et des différences qui existent entre les dispositions et les pratiques pertinentes en matière de maintien de l'ordre, de sûreté et de sécurité dans chaque Etat membre de l'UE. Davantage de concertation entre les différents acteurs de la lutte contre la violence et les discriminations de tout ordre est aujourd'hui attendue.

Les poursuites judiciaires doivent en conséquence être mieux concertées, l'UE pouvant à cet égard servir de facilitateur, en agissant de concert avec le Conseil de l'Europe.

(xv) L'UEFA invite la Commission européenne, le Conseil de l'UE et les Etats membres de l'UE à renforcer et structurer les initiatives nationales en faveur de la lutte contre les discriminations et la violence dans le sport ainsi qu'à systématiser leur concertation, le cas échéant avec l'appui du Conseil de l'Europe.

*

*

*



Position de l'UEFA sur l'article 165 du Traité de Lisbonne

Feuille de route

1. *“Tenir compte des spécificités du sport et des structures du sport fondées sur le volontariat ainsi que de sa fonction sociale et éducative”*

1.1 Valoriser les vertus sociales, culturelles et éducatives du sport ainsi que sa fonction de santé publique

(i) L'UEFA invite la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil de l'UE et les Etats membres à réaffirmer leur attachement au modèle sportif européen, à encourager la pratique du sport et à en promouvoir les vertus sociales et éducatives.

1.2 Clarifier le traitement juridique du sport en droit communautaire

(ii) L'UEFA invite la Commission européenne à clarifier l'application de l'acquis communautaire au sport, par le biais par exemple de lignes directrices, en s'appuyant sur le Livre blanc sur le sport, de sorte que le sport ne soit plus assujéti à un flou juridique persistant.

1.3 Préserver la capacité de régulation des fédérations sportives

(iii) L'UEFA invite la Commission européenne, le Parlement européen et les Etats membres à reconnaître que les fédérations sportives sont investies d'une mission d'intérêt général justifiant une application du droit de l'UE à leur égard qui soit circonstanciée et respectueuse de leurs prérogatives dans l'édiction des règles et sanctions sportives.

1.4 Reconnaître les avantages et l'expertise des juridictions arbitrales sportives

(iv) L'UEFA invite la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil de l'UE et les Etats membres à promouvoir le recours aux juridictions sportives spécialisées, telles que le TAS, pour la résolution des litiges dans le domaine du sport.

2. “Promouvoir l'équité et l'ouverture des compétitions sportives”

2.1 Assurer la pérennité du rôle central joué par le principe de promotion et de relégation et le mérite sportif

(v) L'UEFA invite la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil de l'UE et les Etats membres à réaffirmer leur attachement au principe de promotion et de relégation fondé sur les résultats sportifs.

2.2 Souscrire aux mesures de l'UEFA dites du Fair-Play Financier

(vi) L'UEFA invite la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil de l'UE et les Etats membres à se prononcer sans réserve en faveur du *Fair-Play financier*, qui constitue une initiative opportune et légitime d'autoréglementation de la part de l'UEFA.

2.3 Encourager la vente centralisée et territoriale des droits audiovisuels des compétitions sportives

(vii) L'UEFA invite la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil de l'UE et les Etats membres à exprimer leur préférence en faveur du système de cession centralisée, exclusive et territoriale des droits audiovisuels des compétitions sportives.

2.4 Protéger le financement du sport et l'intégrité des compétitions sportives des menaces résultant de la libéralisation du marché des paris en ligne

(viii) L'UEFA invite la Commission, le Parlement européen, le Conseil de l'UE et les Etats membres à œuvrer en faveur de la reconnaissance généralisée à l'ensemble des Etats membres de l'UE d'un droit pour les fédérations sportives de percevoir une compensation financière de la part des opérateurs de paris en ligne qui exploitent commercialement leurs compétitions, d'une part, et soutenir leurs efforts visant à protéger l'intégrité du sport, d'autre part. La législation récemment entrée en vigueur en France peut, en la matière, servir d'exemple.

2.5 Valoriser la formation des jeunes talents

2.5.1 Encourager la formation au niveau local

(ix) L'UEFA invite la Commission européenne, le Parlement européen et les Etats membres à appuyer les initiatives des fédérations sportives qui visent à promouvoir la formation des joueurs en reconnaissant leur bien-fondé.

2.5.2 Préserver la capacité de formation des clubs européens

(x) L'UEFA invite la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil de l'UE et les Etats membres à souligner l'importance des indemnités de formation dans la mesure où elles constituent un mécanisme de protection efficace des centres de formation et un juste retour sur investissement.

3. *“Protéger l'intégrité physique et morale des sportifs, notamment des plus jeunes d'entre eux”*

3.1 Définir des conditions d'apprentissage favorables à l'épanouissement personnel et professionnel des talents de demain

(xi) L'UEFA invite la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil de l'UE et les Etats membres à souligner la nécessité de limiter les transferts internationaux des mineurs.

3.2 Une action concertée afin de lutter efficacement contre les dérives liées à l'exercice de la profession d'agent sportif et d'intermédiaire

(xii) L'UEFA invite la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil de l'UE et les Etats membres à soutenir les mesures édictées par les instances dirigeantes du football pour encadrer l'exercice des activités des agents et des intermédiaires.

3.3 Encourager la généralisation du « double-projet »

(xiii) L'UEFA encourage la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil de l'UEFA et les Etats membres de l'UE à soutenir les efforts des fédérations sportives dans la définition des critères de qualité auxquels doivent répondre les structures en charge de la double formation des sportifs.

3.4 Mieux coordonner la lutte contre le dopage

(xiv) L'UEFA invite la Commission, le Parlement européen, le Conseil de l'UE et les Etats membres à reconnaître la compétence souveraine des fédérations sportives en matière de lutte contre le dopage, à soutenir cette dernière par tous moyens appropriés et à définir des positions communes vis-à-vis du Conseil de l'Europe, de l'UNESCO et de l'AMA.

4. *“Favoriser la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes”*

4.1 Renforcer la lutte contre la violence dans les stades, les discriminations et le hooliganisme

(xv) L'UEFA invite la Commission européenne, le Conseil de l'UE et les Etats membres de l'UE à renforcer et structurer les initiatives nationales en faveur de la lutte contre les discriminations et la violence dans le sport ainsi qu'à systématiser leur concertation, le cas échéant avec l'appui du Conseil de l'Europe.

*

*

*